

LA LIBERALISATION DU COMMERCE ET LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

#1/2009

Cet article d'opinion a pour but d'aider à la compréhension du lien crucial qui existe entre libéralisation et réglementation, comme les deux faces d'une même pièce. Il est accompagné d'un schéma illustrant ces questions de manière lucide.

Le processus de libéralisation économique a commencé dans plusieurs pays à travers le monde pendant les années 80 et les années 90. C'était à l'époque où la plupart des pays ont adopté des politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation des échanges et où l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a vu le jour. L'OMC est un ensemble de plusieurs accords portant sur les biens et les services, avec diverses règles sur la façon dont ils sont produits et échangés, tout en s'assurant qu'il règne une saine concurrence sur le marché mondial. Cependant, ce n'est pas assez, et donc, parfois, une forte demande pour des règles de concurrence à intégrer dans le système commercial international se faisait entendre.

La libéralisation commerciale et économique a facilité la concurrence sur le marché, en dotant le panier de biens et services d'une meilleure qualité et de prix inférieurs. Cependant, les pratiques anti-compétitives entreprises par les agents économiques, ou induites par des politiques inadéquates de gouvernement, ont limité les gains de la libéralisation. Avec l'adoption de réformes orientées vers le marché, les acteurs d'un marché se sont retrouvés plus nombreux, ce qui a créé de la concurrence. Mais en même temps, beaucoup d'abus se sont aussi glissés dans le système. Afin d'équilibrer le système, on a mis en place un contrôle des prix et des règles de marché. Cependant, ceux-ci sont généralement apparus comme inefficaces et c'est pourquoi les pays ont adopté des lois réglementant la concurrence et l'économie afin de promouvoir la démocratie économique et des marchés sains.

Le principal objectif des lois et des politiques de concurrence est de préserver et de favoriser la concurrence en tant que moyen efficace d'assurer la répartition des richesses dans une économie. Ceci devrait par la suite avoir comme conséquence des prix raisonnables et un approvisionnement adapté à la demande des consommateurs, tout en espérant une croissance plus rapide et une distribution plus équitable des revenus.

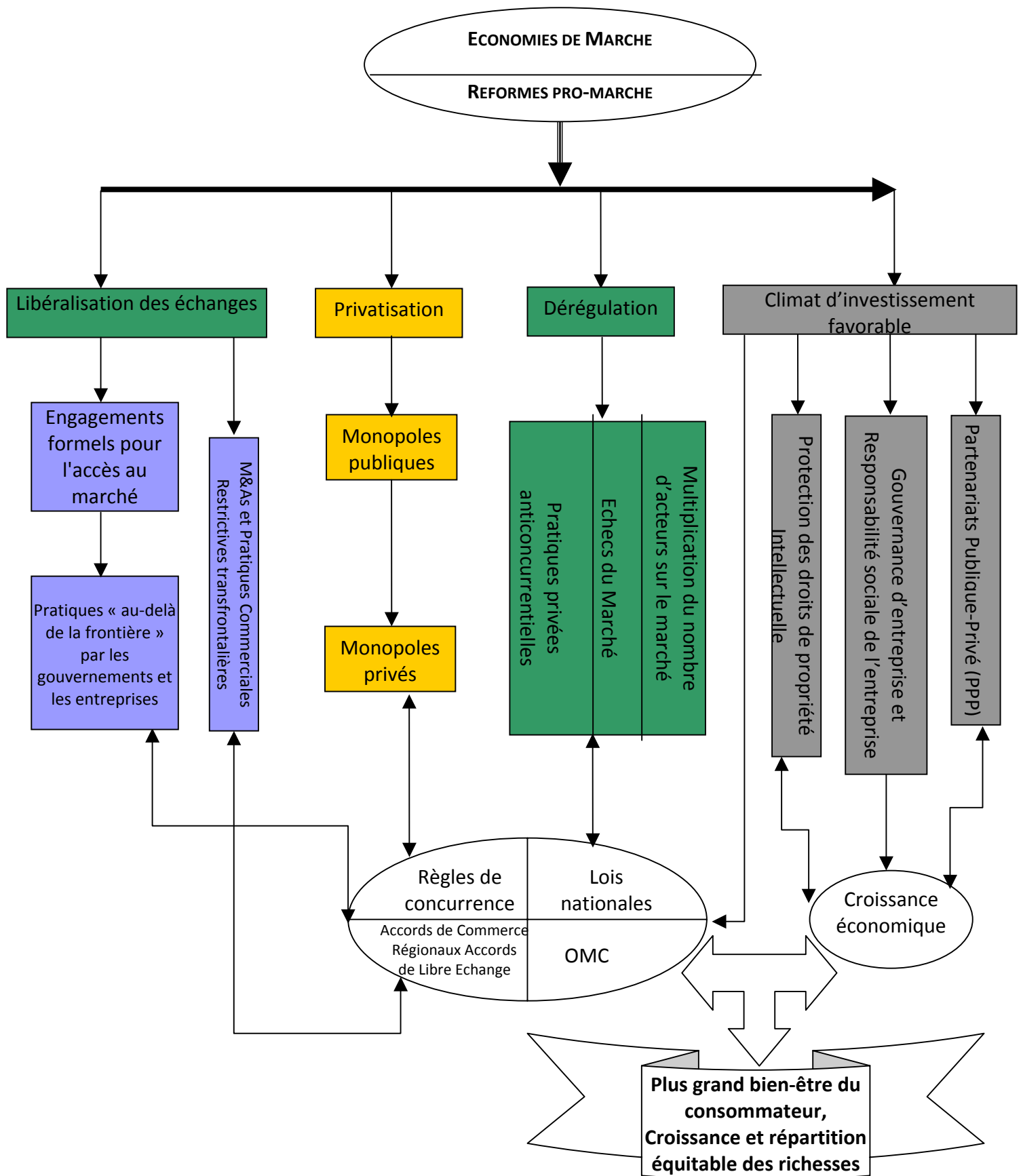
A travers un processus de privatisation et de déréglementation, la puissance de monopole est souvent transférée du secteur public au secteur privé, ce qui nuit aux intérêts des consommateurs et particulièrement des pauvres. Cette situation exige un mécanisme de réglementation approprié. Les pratiques anti-compétitives au niveau international peuvent également être nuisibles

aux petits pays et aux pays en développement qui ne sont pas dotés de règles de concurrence efficaces. Les fusions transfrontières et les acquisitions qui conduisent à des situations de position dominante ainsi que les entraves à la libre concurrence pratiquées par quelques firmes multinationales rendent également nécessaire d'aller plus loin dans la réglementation de la concurrence.

La politique de concurrence favorise également la bonne gouvernance dans le secteur de l'entreprise ainsi qu'au sein des gouvernements en limitant les occasions de maximisation de la rente et la corruption qui l'accompagne souvent. Les règles de concurrence et les outils de régulation sont principalement utilisés pour surveiller le comportement des firmes et les échecs du marché. Les gouvernements interviennent souvent quand les marchés échouent, mais en l'absence d'une politique de concurrence bien définie et de mécanismes de régulation, l'intervention peut se révéler arbitraire et servir les puissants intérêts particuliers plutôt que les pauvres. Ils régulent l'activité économique d'un pays en protégeant les entreprises et les consommateurs contre des abus de puissance économique et en favorisant l'efficacité et le bien-être du consommateur.

Avec la libéralisation, beaucoup d'acteurs entrent sur le marché améliorant ainsi le climat d'investissement du pays. L'amélioration du climat d'investissement ouvre la voie à des investissements en infrastructure qui peuvent prendre la forme d'investissements gouvernementaux ou privés, ou encore d'un Partenariat Public-Privé. L'investissement accru mène à la croissance qui aboutit à son tour au bien-être du consommateur. L'investissement devient ainsi de plus en plus intégré dans le commerce. La politique de la concurrence joue un rôle important dans l'abolition des barrières à l'entrée sur les marchés pour les investisseurs étrangers.

De plus, les règles de concurrence assurent une protection nécessaire contre les décisions arbitraires, sans compter qu'elles traitent les pratiques anticoncurrentielles de tels investisseurs. L'investissement via la solution M&A est encore un domaine où l'interaction entre investissement et politique de concurrence est significative.



© CUTS. Cet article d'opinion a été rédigé par Pradeep S. Mehta et Smita John de et pour le CUTS Centre for Competition, Investment & Economics Regulation, D-217, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302 016, India. Tel: 91.141.228 2821, Fax: 91.141.228 2485, Email: c-cier@cuts.org, Website: www.cuts-ccier.org.



CUTS C-CIER